Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil

(Du 9 juillet 2018)

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**Projet de décret concernant les demandes de crédits supplémentaires au budget 2018 (suppléments 2018)**

La commission parlementaire des finances,

composée de M^{mes} et MM. Damien Humbert-Droz, président, Martine Docourt Ducommun, vice-présidente, Andreas Jurt, Didier Boillat, Josette Frésard, Nicolas Ruedin, Matthieu Aubert, Jonathan Gretillat, Baptiste Hurni, Johanne Lebel Calame, Florence Nater, Daniel Ziegler, Patrick Herrmann, Fabien Fivaz et Jean-Luc Pieren,

fait les propositions suivantes au Grand Conseil :

Commentaire de la commission

Il est rappelé que les dépassements de crédits doivent correspondre à la différence entre les dépenses probables pour 2018 et le montant prévu au budget 2018. Ainsi, toute demande de dépassement de crédit de plus de 700'000 francs qui n'est pas intégralement compensée relève de la compétence du Grand Conseil et fait l'objet d'une demande de crédit supplémentaire (art. 37, al. 3, RLFinEC).

Le rapport 18.026 ayant été soumis à la commission des finances lors de sa séance du 4 septembre 2018, celle-ci prend position et en tire les commentaires suivants :

Depuis plusieurs années, certains postes budgétaires sont sous-estimés par le Conseil d'État, respectivement par les services concernés.

S'agissant du budget 2018 c'est un montant de 6'522'000 francs de charges supplémentaires qui vont péjorer la dérogation aux dispositions relatives au frein à l'endettement ainsi que le degré d'autofinancement des investissements.

De plus, lors de l'adoption du budget 2018, l'amendement du Grand Conseil diminuant les charges de transfert de 1'500'000 francs, restriction répartie dans tous les départements, sera difficilement respecté, les mesures prises étant compensées par ces crédits supplémentaires.

Il est à relever que les crédits supplémentaires des années précédentes ont eu une croissance régulière avec un pic en 2017 de 16'000'000 de francs, les demandes actuelles passent donc en dessous de la barre des 10'000'000 de francs.

Trois services sont concernés :

- le service de la santé publique (SCSP) : 3'600'000 francs,
- le service d'accompagnement et d'hébergement de l'adulte (SAHA) : 1'240'000 francs,
- le service de l'action sociale (SASO) : 1'682'000 francs.

Service de la santé publique

Deux facteurs causent ce dépassement budgétaire :

1. Le remboursement du matériel ressortant de la Liste des moyens et appareils (LiMA) est réglé par convention entre assureurs et fournisseurs de prestations.

Le Tribunal fédéral a conclu que le matériel utilisé par le personnel soignant est indemnisé dans le cadre du nouveau financement des soins et donc qu'une rémunération par les assureurs-maladies allant au-delà des montants mentionnés à l'article 7, lettre a, de l'Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS) n'est pas admise. Il découle de cet arrêté une obligation de financement de la part du canton dans la mesure où les coûts ne sont pas couverts par le montant de l'assureur.

Le financement est peu clair et aucun consensus n'a été trouvé entre les différents acteurs.

Les discussions ont lieu au niveau suisse pour essayer de régler cela de façon plus satisfaisante afin qu'en 2019-2020, les cantons puissent résoudre la situation provoquée par cet arrêt, mais ces montants, estimés à 2,2 millions de francs pour Neuchâtel, seront néanmoins à payer pour 2018.

2. Les prestations de soins à domicile augmentent considérablement depuis quelques années.

Malheureusement, la croissance est à nouveau bien plus rapide que prévue : de 2011 à 2017, sur la même période, NOMAD a vu son volume d'heures s'accroître de 50 %, alors que pour les partenaires privés, le nombre d'heures a triplé (activité de 60'000 heures en 2011, à 190'000 heures en 2017).

L'ampleur de cette croissance provoque donc une augmentation du budget.

En faisant la synthèse de différents éléments, il y a un volume croissant de personnes sollicitant des soins à domicile, auquel s'additionne le volume de personnes qui entrent en EMS, moins nombreuses qu'auparavant, mais sollicitant davantage de prestations coûteuses.

La sous-commission concernée devra regarder plus en détail le pourquoi de l'augmentation des prestations données par les privés en regard de celles de NOMAD.

Service d'accompagnement et d'hébergement de l'adulte

Les charges liées aux placements dans les institutions hors canton sont très difficiles à prévoir de façon précise au moment de l'élaboration du budget.

Le premier élément concerne les placements dans des institutions hors canton. Le canton de Vaud a semble-t-il constaté qu'il accueillait beaucoup de citoyens d'autres cantons et qu'il s'agissait globalement de cas plus lourds que ceux qu'il accueille ordinairement.

Une nouvelle grille d'évaluation a donc été mise en place prouvant le manque à gagner pour ce canton.

Malgré l'interrogation du Conseil d'État, les factures reçues seront payées en attendant un possible arrangement entre cantons pour faire différer d'un an cette nouvelle pratique.

Le second élément concerne des placements supplémentaires qui n'étaient pas prévus au moment du budget.

La commission remarque notamment que chaque planification comporte un certain nombre d'erreurs et qu'elle ne sera jamais aussi précise que la commission le souhaiterait, mais il serait néanmoins apprécié de pouvoir, à moyen terme, établir une tendance et établir les coûts y relatifs en vue des travaux budgétaires.

Une note liée au rapport 18.026 est demandée au chef du Département de la justice, de la sécurité et de la culture et au chef du service d'accompagnement et d'hébergement de l'adulte.

Service de l'action sociale

La présente demande concerne le contentieux pour les primes d'assurance-maladie impayées et les intérêts et frais qui en découlent.

Le dépassement résulte d'une sous-estimation des dépenses réelles 2017, enregistrées par le service de l'action sociale au moment du bouclage sur la base des indications reçues des caisses pour les trois premiers trimestres.

La sous-commission des finances du Département de l'économie et de l'action sociale est sollicitée pour une analyse approfondie quant aux profils des personnes concernées par cette question.

Un postulat de la commission pourrait être envisagé en vue du traitement du rapport à la session d'octobre.

Entrée en matière (art. 171 OGC)

A l'unanimité des membres présents, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

A l'unanimité des membres présents, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret tel qu'il est présenté par le Conseil d'État.

Préavis sur le traitement du projet (art. 272ss OGC)

A l'unanimité des membres présents, la commission propose au bureau du Grand Conseil que le projet soit traité par le Grand Conseil en débat restreint.

Neuchâtel, le 18 septembre 2018

Au nom de la commission des finances :

<i>Le président,</i>	<i>Le rapporteur,</i>
D. HUMBERT-DROZ	J.-L. PIEREN